

Corrigé exercice 10.02 : Cas Lodéon

1. Provision pour litige

La constatation d'une provision suppose que l'entreprise doive faire face à une perte ou une charge déductible, nettement précisée, probable, qui résulte d'un événement ayant pris naissance au cours de l'exercice. De plus, pour être fiscalement déductible, la provision doit avoir été comptabilisée et doit figurer sur le tableau des provisions à joindre à la déclaration des résultats de l'exercice.

En l'espèce, l'existence d'un litige qui n'est pas définitivement tranché suffit à justifier la constatation d'une provision, à hauteur de la condamnation probable qui sera mise à la charge de la société. Cette provision est déductible fiscalement au titre de l'exercice N.

2. Provision pour rappel d'URSSAF

Cette provision se rapporte à une charge qui est fiscalement déductible du résultat (cotisations URSSAF). Toutefois, le fait générateur de la provision étant la proposition de rectification de février N+1, cette provision sera déduite en N+1 et non en N.

Réintégration N pour 4 500 €.

3. Autres provisions pour risques

Les charges susceptibles de résulter pour un employeur de sa responsabilité civile résultant des accidents du travail susceptibles de survenir à son personnel au cours de l'exercice suivant ne peuvent ni être déterminées d'une manière précise à la clôture de l'exercice considéré, ni être regardées comme rendues probables par des événements survenus au cours de l'exercice, et ne peuvent, par conséquent, justifier la constitution d'une provision (CE 9 avril 1956 n° 34376, 7e et 8e s.-s. : BOCD 1956, 4e partie n° 5 p. 19).

Le risque n'étant qu'éventuel, la provision est à réintégrer pour 3 800 € (au titre de l'exercice N-2, premier exercice non couvert par la prescription fiscale en N+1, puisque la provision a été dotée en N-9, c'est-à-dire au titre d'un exercice prescrit).

4. Provision pour dépréciation des comptes clients.

Les provisions pour créances douteuses sont déductibles au point de vue fiscal à condition que le risque de non-recouvrement soit nettement précisé et que les événements en cours à la date de clôture rendent probable la perte supputée.

En principe, le risque de non-recouvrement doit être justifié créance par créance. Mais la jurisprudence admet le calcul statistique des provisions pour créances douteuses lorsque cette méthode est appropriée à la situation et aux données spécifiques à l'entreprise (CE 11-12-1991 n° 70727 : RJF 2/92 n° 18).

La provision constituée le 31/12/N-6 représente 60% de la créance HT, ce qui est normal au vu de l'attestation de l'administrateur judiciaire.

En N, l'entreprise sait que sa créance demeurera définitivement impayée pour 50% de son montant, soit 3 445 € : il s'agit désormais d'une charge devenue définitive.

Elle reprend la provision dotée en N-6 pour 4 134 € et pratique une nouvelle dotation de 3 445 € : en effet, au 31/12/N, le débiteur n'a procédé à aucun des règlements projetés.

5. Provision pour dépréciation des marchandises

Une provision ne peut être admise que si le cours du jour (prix de vente réel) est inférieur au prix de revient. Le prix de revient unitaire des ventilateurs constituant le stock est de 99 €. De ce fait, si le prix de vente (cours du jour) est supérieur à 99 €, aucune provision ne peut être constatée. Tel est bien le cas en l'espèce puisque le cours du jour s'élève à 108 € HT au 31/12/N. L'entreprise subit simplement un **manque à gagner** sur la vente de ses produits. Ces derniers ne peuvent faire l'objet d'une provision. En conséquence, la provision n'est pas déductible fiscalement, et elle doit être reprise pour 3 000 €.

6. Provision pour dépréciation des titres de placement

Pour une entreprise relevant de l'IR, Le régime fiscal des plus-values s'applique également aux dotations et aux reprises de provisions pour dépréciation des titres entrant dans le champ d'application des plus ou moins-values.

-Les dotations sont considérées comme des moins-values à long terme.

-Les reprises sont considérées comme des plus-values à long terme.

La provision de $(36 \times 100) - 3\,811 = -\,211$ € suit le régime des moins-values à long terme, et doit être réintégrée fiscalement.